Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°220
01 décembre 2025
p.a.f 1 €

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Ce ne sont pas nos guerres !

Faut-il « *accepter de perdre ses enfants* » dans les guerres ? Non ! C'est pourtant ce qu'affirme le général Mandon, chef d'État-major des Armées français, dans une intervention propagée sur les réseaux sociaux.

La même question est posée par le gouvernement belge dans la lettre aux jeunes de 17 ans pour les appâter vers un service militaire. Le ministre de la Défense, Francken (N-VA), peut bien leur faire miroiter un salaire et quelques autres promesses, ce qu'il exige ce sont des réservistes susceptibles d'être mobilisés pour se battre et mourir !

Les tambours de la propagande de guerre résonnent de plus en plus fort. Les États de l'OTAN cherchent à embrigader leurs populations et les préparer à accepter tous les sacrifices.

Début novembre, c'était les drones prétendument « *russes* » qui défrayaient la chronique pour mieux convaincre d'une prétendue menace. Pourtant selon Skeyes, entreprise publique chargée du contrôle aérien, les incursions de drones, russes ou non, n'ont rien de nouveau, il y en a des dizaines de milliers par an. La prétendue « *menace* » relayée par les médias n'est que de la propagande ! Quelle sera la prochaine histoire qui sera propagée pour répandre la peur, le nationalisme et le militarisme ?!

Il n'y a aucune confiance à accorder aux politiciens et aux généraux, pas plus qu'à la plupart des médias. Ils ne servent pas les intérêts de la population, mais les intérêts de la bourgeoisie, et pour elle, seul le profit compte.

La bourgeoisie, les millionnaires et les milliardaires représentent la menace principale. Ce sont eux qui exigent le sacrifice des enfants des travailleurs sur l'autel des guerres capitalistes, et exigent aussi des parents d'accepter sans broncher la hausse des prix, les licenciements et les mesures d'austérité.



Le général français lui-même l'avoue, il faudra continuer à « *souffrir économiquement parce que les priorités iront à la production de défense* ». Mais ces sacrifices ne sont pas dans notre intérêt, les travailleurs n'ont pas à les accepter !

La guerre a en réalité déjà commencé et c'est une guerre sociale. Les capitalistes et les gouvernements de l'OTAN la mènent contre les travailleurs de tous les pays, y compris les leurs ! Les mesures d'austérité et la montée du militarisme sont les deux faces d'une même politique qui vise à maintenir la hausse des profits capitalistes malgré la crise.

C'est pour cela que dans tous les pays de plus en plus de travailleurs s'appauvrissent, peinent à finir le mois, d'autant plus que le chômage pèse.

C'est encore pour cela qu'en France, en Belgique, au Royaume-Unis, en Allemagne, aux USA et dans bien d'autre pays, les travailleurs voient encore des milliards être déversés dans les poches des actionnaires du secteur de l'armement, alors que les coupes budgétaires se multiplient dans les services sociaux !

C'est encore pour cela que des usines et des entreprises qui font pourtant du profit, mais pas assez aux yeux des actionnaires, licencient et ferment, comme récemment BASF à Anvers ou l'usine Mars à Olen.

Les capitalistes utilisent leur pouvoir sur l'économie et l'État pour imposer leurs intérêts à toute la population. C'est contre cela qu'il faut se défendre ! Défendre les emplois, les salaires, les pensions, les conditions de travail… mais au bout du compte, il faut aussi viser le renversement du capitalisme. Car seule la prise de pouvoir par les travailleurs permettra de défendre l'avenir des enfants et leur évitera les guerres qui se préparent.

Les trois jours de grèves appelés par les directions syndicales

n'ont pas été suffisants pour faire reculer les gouvernements et le patronat. Nous étions nombreux à être conscients que ce serait insuffisant. Ils ne reculeront que devant une véritable révolte de la classe ouvrière. Une lutte qui regroupe les travailleurs du privé et du public, dans de larges secteurs et qui en s'agrandissant menacera le pouvoir des capitalistes et les forcera à faire des concessions.

Et quand les travailleurs auront cette force, il ne faudra pas qu'ils s'arrêtent ! Il faudra aller jusqu'à exproprier les capitalistes et prendre le pouvoir.

Faire tomber le gouvernement et espérer que le PS revienne aux affaires ? Cela n'a rien à voir avec les travailleurs au pouvoir. C'est refaire confiance à des ministres comme Di Rupo qui dit lui-même qu'il a imposé des mesures d'austérité entre 2011 et 2014… avec le soutien des directions syndicales !

Voilà des années que dirigeants syndicaux et politiques de gauche défendent les intérêts de la bourgeoisie et pas ceux des travailleurs. Leur seule perspective est de négocier une dégradation « *moins pire* ». Mais de « *moins pire* » en « *moins pire* », où arrivons-nous ? A plus de difficultés, plus de misère !

Nous n'arriverons à éviter le pire qu'en renversant le capitalisme ! Et cela, seule la classe ouvrière peut le faire !

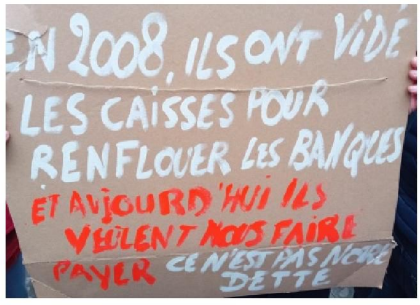
Pourquoi a-t-on fait grève ?

La question se pose ! Entre le lundi 24/11 et le mercredi 26/11, nous étions des centaines de milliers de travailleurs en grève à l'appel des organisations syndicales. Pourquoi ?

D'abord pour protester contre les mesures d'austérité ! Les ministres n'en finissent pas de mener une politique pro-capitaliste contre les intérêts de la population. Et avec l'accord sur le budget dévoilé le premier jour de la grève, c'est toute une série de mesures supplémentaires qui appauvrissent la population. La hausse des accises sur le gaz, le plafonnement d'index pour la moitié des travailleurs, les attaques contre les malades de longue durée, s'ajoutent à la radiation de nombreux chômeurs, le gel des salaires, les attaques sur les pensions…

Nos conditions de vie et de travail sont sérieusement menacées par l'austérité et c'est ce que dénonçaient tous ceux qui étaient en grève.

Pourtant la situation est si grave que protester ne suffit pas. Car malgré les protestations, voilà des dizaines d'années que les partis de droite comme ceux qui se disent de gauche votent réformes après réformes, mesures d'austérité après mesures d'austérité… Les conditions de vie et de travail reculent sans cesse ! Et les petits ajustements obtenus par les directions syndicales ne réussissent pas à empêcher le recul général des conditions de vie !



Et cela sans même compter la stagnation des salaires, la hausse des prix, les licenciements et le manque d'embauche ! Et sans compter non plus la militarisation de l'économie, l'augmentation des dépenses militaires et l'embrigadement qui se prépare !

En fait, cela fait des années que les capitalistes et les gouvernements ramènent la société vers une exploitation et une propagande semblables à celles de la veille de la première et la deuxième guerre mondiale ! Et cela s'accélère ! Alors il faut trouver les moyens de s'y opposer, de défendre nos intérêts !

Mais pour se défendre, même trois jours de grèves au lieu d'un seul ne pouvaient pas suffire. Tant que l'on reste une minorité, « bloquer l'économie », même trois jours, ne fait pas peur aux capitalistes, ils n'ont pas mal au portefeuille : ils sont milliardaires ! Et les profits qu'ils ne font pas aujourd'hui, ils savent qu'ils les feront demain…

En revanche, ce que les capitalistes et les politiciens à leur service craignent, c'est une lutte qui grandit sans cesse ! Ils craignent que les travailleurs mobilisés deviennent de plus en plus nombreux, de plus en plus conscients de leurs intérêts communs et de leur force. En fait,

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

les capitalistes craignent un mouvement de masse qui conteste leur pouvoir, conteste leur propriété sur les entreprises.

La manifestation du 14 octobre à Bruxelles avait réuni plus de 100.000 travailleurs en provenance de beaucoup de secteurs différents. C'est pour cela que l'on s'était senti renforcés ! Or, lors des trois jours de grèves, aucun rassemblement commun à tous les grévistes n'était organisé par les directions syndicales. Cela aurait pourtant renforcé la lutte de nous retrouver tous dans une manifestation commune qui aurait permis de mesurer notre nombre, notre force !

Au lieu de quoi, la grève était souvent organisée de sorte que chacun reste chez soi, sur son piquet de grève, ou, dans le meilleur des cas, à des rassemblements « *par secteur* », comme ce fut le cas pour le secteur de la culture à Bruxelles.

Pourtant, même si le gouvernement attaque chaque secteur de manière différente, nous avons tous intérêt à nous unir dans la lutte, même pour des revendications différentes !

Mais pour s'unir d'entreprise en entreprise, de secteur en secteur, du public au privé, il nous faut des mots d'ordre qui expriment nos intérêts communs, des mots d'ordre clairs, qui vont au-delà des revendications sectorielles, et qui aident les travailleurs à mobiliser leurs collègues, amis et familles ! Or, le principal mot d'ordre général qui s'est fait un peu entendre était celui de la « *chute du gouvernement* » propagé par la direction de la FGTB. Mais ce mot d'ordre ne renforçait pas la lutte !

Car faire chuter le gouvernement, pourquoi ? Pour le remplacer par un gouvernement avec le PS ? Ce serait refaire confiance à des ministres comme Di Rupo qui dit lui-même qu'il a imposé des mesures d'austérité entre 2011 et 2014… avec le soutien des directions syndicales !

Et puis, avec l'annonce de l'accord sur le budget le matin du 1er jour de grève, il est devenu clair que le gouvernement ne tomberait pas… La désillusion a participé à propager le découragement. Et le gouvernement le savait !

En fait, c'est consciemment que les directions syndicales n'ont pas cherché à organiser une lutte à la hauteur des enjeux, ni à propager des mots d'ordre qui auraient pu y contribuer. La seule perspective des dirigeants syndicaux est de négocier, même pas négocier des avancées, mais négocier une dégradation « *moins pire* » de nos conditions de vie et de travail.

Les responsables syndicaux ne veulent pas d'une lutte qui viserait à faire payer les capitalistes, à réduire leurs profits au bénéfice des travailleurs, et encore moins d'une lutte qui irait jusqu'à leur contester la propriété des grandes entreprises et leur pouvoir sur la société.

Pourtant une telle lutte est nécessaire ! Elle ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes. Pour cela il faut se préparer à dépasser les limites que veulent imposer les bureaucraties syndicales. Pour y arriver, chaque lutte, chaque grève, chaque mobilisation est une occasion d'en discuter entre travailleurs, c'est-à-dire de discuter de nos intérêts, de nos revendications et de l'organisation de notre propre mobilisation. Voilà pourquoi il est essentiel de participer aux mobilisations, même limitées, appelées par les directions syndicales.

Bulletins d'entreprises : **Colruyt Dassenveld**

Colruyt Group Smart Innovation©

La direction impose de garer nos transpalettes près de la pointeuse avant d'aller en pause, au lieu de les laisser dans les rayons.

Encore une « formidable » innovation signée Colruyt Group.

On doit maintenant jouer à Tétris pour sortir son transpalette quand il est garé en deuxième rangée.

♫ You'll never walk alone ♫

Le fait de devoir aller garer son transpalette près des pointeuses nous prive des cinq minutes de marche jusqu'à nos machines. Elles étaient pourtant bien utiles pour digérer et surtout discuter entre collègues avant la reprise. Colruyt veut décidément contrôler tous nos mouvements ! Mais il ne contrôle pas nos esprits, et c'est précisément là que commencent les vrais problèmes pour eux.

Des hausses de salaire, surtout !

Les chèques repas augmentent de 6€ à 8€. On prend.

Mais ce qui est nécessaire, ce sont des hausses de salaire qui permettent de vivre correctement.

Pas seulement des chèques qu'on devra utiliser… dans la grande distribution.

Travailler chez Colruyt, ça se paye cher…

Vu le travail très physique, même à 8€, les chèques repas peinent à couvrir le coût d'un seul repas à la cantine. D'autant que, d'après le syndicat CGSLB, les prix de la cantine sont de 15%, voire 30% supérieurs à ceux des magasins.

Colruyt exploite notre travail et fait en plus un profit sur nos estomacs !

…Il faut prendre sur les profits !

Colruyt a largement les moyens d'augmenter les salaires de tous les travailleurs. L'an passé, le groupe a déclaré officiellement 330 millions d'euros de bénéfice. Soit 10.000€ par travailleur, employé et ouvrier compris. Suffisamment pour augmenter les salaires de tous de 800€ par mois. On a tous quelques idées de quoi faire d'une telle somme.



Un budget pour les grands patrons

Lundi 24 novembre, au début des trois jours de grève, le gouvernement Arizona a annoncé un accord sur le budget 2026 : 9,2 milliards d'austérité d'ici 2029.

Le timing est clair : après des mois d'atermoiements, sortir ce budget le jour de la grève, c'est un pied de nez aux syndicats. Mais le pire, c'est le contenu de l'accord budgétaire qui va appauvrir l'ensemble du monde du travail.

Mépris et pression contre les malades et les médecins

Une des principales mesures vise les malades de longue durée. Le gouvernement prétend pouvoir « *remettre au travail* » 100.000 personnes en augmentant la pression sur les médecins comme sur les malades. Hausse des contrôles des « *coordinateurs de travail* » et des « *médecins-conseil* », limitation dans le temps de la reconnaissance d'invalidité, réduction de la durée des certificats (3 semaines pour le premier, 3 mois pour la première année), sanctions en cas de rendez-de-vous manqués, rapport que les médecins devront rédiger pour indiquer ce dont le travailleur est encore capable, etc.

Les mutualités seront aussi sous pression : leur financement dépendra désormais de leur « *efficacité* » à renvoyer les malades au travail.

Et le gouvernement en profite pour faire la part belle au patronat ! La prime pour les employeurs qui engagent des personnes en incapacité (pour minimum trois mois) sera augmentée. Et si les modalités du paiement des congés maladie ne sont pas encore très claires, le gouvernement prévoit des changements pour baisser les contributions patronales.



Baisses des salaires, des pensions et des allocations

L'indexation sera maintenant plafonnée, seule la tranche jusqu'à 4.000 € brut sera indexée.

Le gouvernement fait croire que la mesure ne touche que les hauts salaires. C'est faux. Un salaire brut de 4.000 €, c'est le salaire d'ouvrier de nuit, de techniciens, d'infirmières, d'employés...

Dans beaucoup de familles, un parent gagne un peu plus et l'autre un peu moins que ce montant. Ce sont ces ménages-là qui vont perdre du pouvoir d'achat. Les pertes sont énormes : par exemple, un enseignant perdra en moyenne 19.000 euros bruts sur sa carrière, et un travailleur de nuit 47.000 euros !

En plus, l'indexation des allocations et des pensions sera aussi plafonnée mais cette fois avec un seuil de 2.000 € bruts. Et contrairement aux illusions propagées par le gouvernement, l'argent économisé par ces plafonnements de l'indexation n'ira jamais dans les poches des travailleurs qui ont des salaires plus faibles. Au contraire : en baissant les salaires un peu plus élevés que la moyenne, cela exerce une pression à la baisse contre tous les salaires !

Quant aux capitalistes, car c'est là un des objectifs clés de la mesure, ils gagnent gros étant donné que ce plafonnement de l'indexation implique une baisse des cotisations sociales.

Bart De Wever le reconnaît lui-même : « *Les baisses de charges sur le travail [donc de cotisations sociales] représentent trois fois les hausses de TVA.* »

Hausse des taxes de consommation

Un troisième volet de mesures concerne diverses hausses des taxes ou accises. Plusieurs produits vont passer de 6% de TVA à 12%.

Il s'agit des repas à emporter, des activités récréatives (cinéma, concerts, etc.) mais aussi des abonnements sportifs par exemple. Toutes ces hausses, les commerçants et centres sportifs ou récréatifs vont les faire payer au consommateur. Et pour les colis hors UE, une taxe de deux euros sera appliquée.

En Belgique, où une majorité des locataires se chauffe au gaz et n'a aucun contrôle là-dessus, les accises sur le gaz naturel vont augmenter pour arriver d'ici 2029 « *à l'équivalent d'un effet de 12% de TVA* ».

Et le ton du budget se voit aussi dans les réponses du gouvernement face aux critiques. Aux commerçants qui s'inquiètent d'une baisse de la demande suite à la hausse de la TVA, le gouvernement répond que celle-ci est compensée par un « *recours élargi aux flexi-jobs jusqu'à 18.000 euros* ».

Autrement dit, à la population de payer comme travailleurs et comme consommateurs !

Tous impactés

Au fond, ce budget repose sur une vieille recette : tenter de diviser les travailleurs entre « *malades*», « *trop chers* », « *trop indexés* » ou « *privilégiés* ».

Mais quand on regarde les mesures, tout le monde est touché… sauf les capitalistes !



Leur société

L'inflation des prix… et des mensonges

Les prix continuent d'augmenter à un rythme élevé ! En novembre, l'inflation était en moyenne de +2,4%, et particulièrement élevée pour la nourriture. La viande de bœuf a augmenté de 17% depuis un an, le café de 16%.

Et les chiffres officiels sur l'inflation sont toujours en dessous de la réalité car ils font la moyenne sur l'ensemble des produits alimentaires alors que la grande majorité des ménages se limitent aux produits nécessaires à l'alimentation de base.

Pour tenter de masquer les profits des grands groupes capitalistes, les politiciens et les médias répètent tout un tas de prétextes mensongers pour justifier les prix qui grimpent.

En Belgique, ils nous disent que c'est l'indexation des salaires qui cause l'inflation. Pourtant, les prix grimpent plus vite que les salaires : où va donc la différence ? Certainement pas dans la poche des travailleurs, mais dans celle des capitalistes.

Aux USA, où l'inflation remonte aussi, le ministre de l'Économie de Trump se livre à une démagogie xénophobe en prétendant que les migrants font entrer aux États-Unis des vaches malades qui infectent les troupeaux américains ; ce qui ferait augmenter le prix du bœuf !

Le ridicule ne tue pas… Mais la hausse des prix, elle, dégrade la santé de milliers de familles forcés de limiter leur consommation de produits de qualité.

Seule mesure juste : si les prix montent, les salaires doivent suivre !



Tous au travail ?

La réforme du chômage va exclure 185.000 personnes d'ici 2027. Le ministre Vandenbroucke (Vooruit) dit vouloir remettre 100.000 malades de longue durée au travail. Soit 285.000 personnes, alors que les services du gouvernement ne recensent que 143.000 emplois à l'échelle nationale.

Alors qu'un grand nombre d'offres d'emplois demandent des diplômes universitaires, des qualifications, de l'expérience…

Alors que des plans de licenciements se succèdent depuis des années dans le privé…

Alors que l'austérité décidée par les gouvernements supprime des emplois dans l'administration et les associations…

Les ministres ne croient pas que les exclus vont trouver du travail, ils veulent avant tout réduire les budgets du chômage et de la Sécurité sociale pour dépenser plus dans l'armement et pour cela nous faire accepter une augmentation de la misère et de la précarité.

Promesses de ministres… promesses de menteurs

« *Il faut travailler pour nourrir sa famille, mais il devient de plus en plus difficile de travailler quand on a une famille* ».

C'est le constat de la Ligue des familles. Pour 61% des parents « *il est difficile ou très difficile* » de trouver une place en crèche.

En Fédération Wallonie Bruxelles, 1.700 places de crèche ont disparu en quatre ans, faute de financement. Les promesses des ministres de créer plus de crèches étaient… des promesses.

Les mutuelles, sous pression financière, réduisent ou suppriment les interventions pour la garde d'enfants malades à domicile. La réforme du chômage diminue le nombre d'emplois ALE qui assure les gardes d'enfants dans les écoles. Des villes, comme Charleroi, augmentent le coût des garderies publiques, qui peuvent atteindre 500 € par an et par enfant.

Le gouvernement De Wever veut des travailleurs disponibles pour les patrons à toute heure de la journée et de la nuit, y compris les dimanches et les jours fériés, mais il diminue en même temps les places de crèches et de garderies !



100.000 emplois imaginaires

Les médias ont fait grand bruit d'une étude qui avait soi-disant « *permis de débusquer sur les réseaux sociaux près de 100.000 emplois disponibles à Bruxelles, dans le Brabant wallon et dans le Brabant flamand* ».

Combien de CDI ? de CDD, d'intérims, de flexi-jobs, de contrats précaires ? Où peut-on se présenter pour bénéficier de cette aubaine d'emploi et signer un contrat dignement payé ?

Ni l'article, ni l'étude n'en disent un seul mot, bien sûr ! Là n'est pas la question. Cette annonce n'est rien de plus qu'une campagne de propagande pour justifier l'exclusion de 190.000 chômeurs par le gouvernement, faire avaler la perte de leurs droits à 100.000 malades de longue durée et préparer les prochaines coupes dans les indemnités, en prétendant que le pays regorge d'opportunités de se faire embaucher.

Rien n'est moins vrai dans la période actuelle. Chaque mois, chaque semaine, des grands groupes internationaux annoncent des licenciements massifs dans le monde, qui s'ajoutent à la fermeture silencieuse de dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises.

Fin novembre, la banque ABN Amro basée aux Pays-Bas annonçait supprimer 5.200 emplois. C'est 1.500 dans la chimie pour le groupe Wacker, basé en Allemagne.

HP Informatique prévoit quant à lui entre 4.000 et 6.000 licenciements d'ici 2028. C'est moins que Microsoft, qui a déjà licencié plus de 15.000 travailleurs en 2025, surtout dans le secteur du jeu vidéo (secteur où, toutes entreprises confondues, 14.000 emplois disparaissaient déjà en 2024).

Si on remonte à fin octobre, Amazon confirmait la suppression de 14.000 postes dans le monde, en précisant « *pour commencer* », juste après l'annonce du géant agroalimentaire Nestlé, de 16.000 licenciements.

Si on ne regarde que la Belgique, on n'est pas moins choqué. Rien qu'au premier semestre de l'année, 5.200 travailleurs ont été touchés par un licenciement collectif.

En 2024, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. Tout le monde connaît autour de lui un ou plusieurs proches qui a perdu son job ces dernières années. Les exemples sont innombrables.

Cette campagne mensongère sur les emplois disponibles s'inscrit en fait dans la lignée des vagues de licenciements. L'une comme l'autre visent à augmenter la pression, la concurrence, les divisions sur tous les travailleurs, et particulièrement la division entre travailleurs avec et sans travail.

Les fraudeurs, ce sont les riches !

Dans son récent reportage *« Sans boulot : tous fraudeurs ? »*, le journaliste de la chaîne RTL utilise divers interviews de bénéficiaires du CPAS ou du chômage pour faire croire que « *de nombreuses personnes sans emploi profitent du système* ».

De nombreuses personnes interviewées ont témoigné après coup dans la presse que le journaliste a sorti des phrases de leur contexte pour construire son récit fictif, allant jusqu'à déformer le message des personnes interviewées.

Mais même sans tenir compte de cela, le reportage est aberrant. Le journaliste essaye de faire passer les bénéficiaires d'allocations comme des « *privilégiés* » en mettant en avant les loyers faibles des logements sociaux, les statuts BIM, etc.

Il présente comme le comble du privilège certaines veuves dont les enfants ont quitté l'apparte-



ment familial et qui vivent donc seules, dans des logements sociaux de deux ou trois chambres; ou encore une mère de famille qui accepte des petits boulots à gauche et à droite en noir pour compléter les allocations qu'elle reçoit. C'est ça être privilégié ?

Quand une des interviewées explique qu'elle préférerait ne pas retravailler car « *elle a goûté à huit années de tranquillité* », c'est bien compréhensible !

Si les conditions de travail des femmes de ménage, des ouvriers dans le bâtiment, des travailleurs de l'Horeca n'étaient pas aussi épuisantes, aussi destructrices pour la santé, aussi contraires à la vie de famille, cette femme réagirait surement autrement !

Quant aux privilégiés, ce ne sont évidemment pas celles et ceux qui vivent dans un logement social ou bénéficient d'allocations du CPAS !

Le journaliste a choisi comme lieu de reportage la rue la plus pauvre de Belgique ? Qu'il aille plutôt faire un tour dans l'Avenue des Chalets à Uccle, où le prix moyen du logement est de 5.688 €/m² ! Il trouvera, là, des châteaux, des parcs et… des tas de véritables fraudeurs privilégiés !

Les parasites pullulent

Sur les vingt dernières années, les revenus des ultra-riches ont augmenté en flèche. En France, les revenus des 0,1% les plus riches ont plus que doublé (+119%) sur les vingt dernières années. Pour comparer, pendant la même période, les prix ont augmenté de 34% et les revenus des 25% les plus pauvres n'ont augmenté que de seulement 24%.

Selon Oxfam, la fortune des milliardaires du G20 (les pays les plus riches) a augmenté de 2.200 milliards de dollars en un an ! Et la richesse cumulée des milliardaires de l'Union européenne a augmenté de plus de 400 milliards d'euros sur seulement les six premier mois de 2025.

En Belgique, le nombre de fa milles milliardaires est passé de 1 au début des années 2000 à 4 aujourd'hui. Et si on compte les in dividus milliardaires (et non les fa milles), il y en avait 4 en 202 contre 10 en 2024 et 17 aujour d'hui.

Partout, les revenus et la ri chesse des ultra-riches ont explo sé.

Cette richesse, ils ne la tirent pas de nulle part : elle vient de l'exploitation des milliards de travailleuses et de travailleurs sur cette planète. Et elle a pour conséquence l'augmentation de la pauvreté.

L'accueil de la petite-enfance en grande souffrance

Comme beaucoup de parents, Marie et Joseph de la crèche de la Grand Place de Bruxelles ont dû déposer leur petit là où ils le pouvaient, là sur la paille dans l'étable. Et le petit a disparu !

Certes, ce n'était guère responsable de confier leur enfant à un boeuf et un âne… Mais le vrai problème, c'est le manque de crèches et de puéricultrices !





Non aux profits sur l'armement !

Selon un rapport d'Agoria édité en mars 2025, environ 900 entreprises en Belgique sont actives dans l'industrie de l'armement, pour un chiffre d'affaires total de 5 milliards d'euros. Parmi elles, une très grande majorité de sous-traitants et de PME, et puis des grandes entreprises liées à des multinationales.

Ces dernières vont d'ailleurs être mises en lumière en mars prochain. Un « *salon de la Défense* » est prévu à Bruxelles pour célébrer le « *savoir-faire belge* » en matière d'engins de mort et destruction.

En vitrine de cette opération de propagande nationaliste, le groupe FN Browning ; Thales Belgium, filiale du groupe Thales au bénéfice de 1,4 milliard en 2024 ; Safran Aero Boosters pour l'aéronautique, filiale du géant Safran qui a versé 1,23 milliards de dividendes à ses actionnaires en 2024 ; KNDS qui vient d'inaugurer une nouvelle ligne de production d'obus à Seneffe et prévoit de tripler son chiffre d'affaires en quatre ans ; Mol Cy, usine de production de blindés en Flandre ; John Cockerill et ses tourelles-canons…

Les dirigeants et actionnaires de toutes ces entreprises ont des dollars dans les yeux quand ils pensent à l'avenir. Ils savent que la guerre économique et commerciale, engendrée par la course au profit et la concurrence capitaliste poussent vers le réarmement de chaque État, dégainant les bons de commande. Cette situation, déjà dramatique pour de nombreux peuples à travers le monde, est à leurs yeux une opportunité rêvée de faire du profit !

Pour les capitalistes, la guerre est un business parmi d'autres.

Pour les travailleurs, les profits sur la guerre c'est comme les profits sur les malades, c'est scandaleux et révoltant ! Cela conduit à une logique où les profits des capitalistes sont directement liés au nombre de malades ou de conflits.

Et quand les profits sur les commandes militaires explosent, ce ne sont certainement pas les travailleurs, y compris du secteur de l'armement, qui en profitent : leurs salaires ne suivent pas, leurs conditions de travail ne s'améliorent pas, et ils doivent faire face aux restructurations permanentes de ces groupes au rythme des conflits mondiaux.

D'ailleurs, c'est impossible de délimiter franchement où commence et s'arrête l'industrie de guerre. En Ukraine ou en Russie, les cheminots déplacent chars, munitions, troupes vers le front. Des chemises et des bottes, produites de l'exploitation ouvrière dans les usines textiles, équipent les soldats. Même la production et la répartition de la nourriture finissent soumises aux « *nécessités de la guerre* », en plus de la course au profit.

La question centrale est à chaque fois celle de la classe sociale au pouvoir.

La croissance de l'industrie de l'armement découle de la concurrence capitaliste pour les profits capitalistes. Elle génère des profits faramineux. Ici, ses payeurs sont fiables, ce sont les États. Et en plus, elle compte justement sur les armées pour assurer sa domination et sa propriété.

Mais les travailleurs ont des intérêts radicalement opposés à ceux de la bourgeoisie. Exploités dans les usines d'armement, comme dans la production de vêtements ou la logistique, morts sur le front ou dans leur immeuble bombardé par l'aviation… Aucun travailleur, chômeur, retraité ne porte la responsabilité du chaos engendré par le pouvoir de la classe capitaliste et son système pourrissant. Tous partagent en revanche la capacité et la responsabilité d'y mettre fin.

Dans le passé, c'est en utilisant les armes dans leurs propres intérêts que les travailleurs ont forcé la fin de la première guerre mondiale, faisant un pas vers la révolution ouvrière.



Royaume-Uni: ce que vaut un gouvernement de « gauche »

La ministre des Finances britannique, Rachel Reeves (Labour party), a présenté mercredi 26 novembre le budget de son gouvernement.

Après des renoncements partiels à certaines politiques d'austérité particulièrement violentes, Reeves présente les nouvelles hausses d'impôts comme un "moindre mal". C'est une illusion qui ne sert qu'à masquer la servitude du gouvernement « de centre gauche » vis-à-vis des intérêts capitalistes.

Elle ne doit tromper personne. D'autant moins qu'à la suite de la présentation du budget, le gouvernement travailliste a déclaré son intention de faire voter une série de mesures drastiques contre les demandeurs d'asile.

Comme la Belgique ou encore la France, l'Allemagne et bien d'autres pays, le Royaume-Uni est sommé par les marchés financiers de couper dans les finances sociales et d'augmenter les dépenses militaires. Après 14 années de gouvernement conservateur, c'est cette fois un gouvernement travailliste, de centre gauche, dirigé par Keir Starmer (Labour), qui est depuis juillet 2024 chargé de la tâche.

Le Labour Party de Starmer était arrivé au gouvernement malgré un net recul électoral qui n'était compensé que par l'effondrement du vote en faveur des conservateurs et une abstention massive. Et dans ce contexte où l'extrême droite se développe, notamment avec la croissance du parti xénophobe, « *Reform UK* », et les manifestations de l'été dernier devant les hôtels abritant des demandeurs d'asile, le gouvernement de Starmer mène une politique particulièrement aggressive contre la classe ouvrière.

Il a, entre autres, coupé près de 6 milliards d'euros dans les allocations versées aux handicapés. 3,7 millions de Britanniques perdent plusieurs milliers d'euros en moyenne par an, alors que d'autres sont écartés du dispositif.

D'autres coupes dans des budgets sociaux étaient prévues. En particulier, la diminution de l'allocation de chauffage pour les retraités ou encore le plafonnement des allocations familiales à deux enfants maximum avaient fait grand bruit. Mais devant la profonde impopularité de ces mesures, et l'effondrement du Labour Party dans les sondages, le gouvernement y avait finalement partiellement renoncé.



Ces revirements du gouvernement sur les mesures les plus impopulaires de sa politique d'austérité permettent aux députés du Labour Party de s'en féliciter bruyamment devant les caméras. Tout comme ils permettent à Rachel Reeves de présenter les hausses d'impôts décidées à la place des coupes budgétaires comme un « *moindre mal* ». Néanmoins, qu'on ne s'y trompe pas, coupes budgétaire ou hausse d'impôt, il s'agit toujours de faire payer les travailleurs ! Les capitalistes eux, n'ont pas plus à craindre du gouvernement travailliste de centre gauche, qu'ils n'avaient à craindre des gouvernements conservateurs de droite ! Au contraire !

Ainsi, les actionnaires de Shell, qui a généré des profits de 40 milliards de dollars en 2022, de 19 milliards en 2023 et de 14 milliards rien qu'au premier semestre 2024, peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Idem pour ceux de BP, qui ont reçu 15 milliards de dividendes en 2023. Les marchands d'armes BAE, Meggitt et Raytheon n'ont pas non plus à s'inquiéter pour leur profits !

Prendre sur les profits des capitalistes permettrait pourtant, non seulement de boucler le budget du gouvernement, mais encore de sortir des millions de familles de la pauvreté, du chômage et de résoudre tous les problèmes de la population ! Mais les partis qui se disent « de gauche » comme le Labour Party ont depuis longtemps abandonné l'idée de faire payer les capitalistes… A la place, ils courent à la remorque des partis d'extrême droite pour tenter de leur arracher quelques voix aux élections.

Ainsi, la ministre de l'Intérieur, Shabana Mahmood, à son poste depuis deux mois seulement, veut réduire de moitié la durée du statut de réfugié, aujourd'hui de cinq ans. De plus, dès qu'un pays d'origine sera de nouveau jugé « sûr », les réfugiés perdront leur titre de séjour. Quant à ceux qui arrivent sur des embarcations de fortune, ils devront attendre vingt ans avant de pouvoir prétendre à un titre perma-

nent, contre cinq aujourd'hui. A cela s'ajoute encore la fin des allocations, l'expulsion manu militari des familles y compris avec enfants, et d'autres mesures de répression.

Ces mesures n'empêcheront pas des migrants de rejoindre la Grande-Bretagne, mais elles rendront leur vie plus dure encore.

Quant aux retombées électorales, l'histoire suggère qu'en matière de politique, les électeurs préfèrent souvent l'original à la copie... Pour tenter de conserver des électeurs dans la vague xénophobe actuelle, le gouvernement travailliste est prêt à tout contre les migrants qui risquent aujourd'hui leur vie pour gagner les côtes anglaises, mais il n'est prêt à rien contre les capitalistes et les milliards de profit qui pourraient être mis au service des besoins de la population !

Europe: des dividendes records

Dans la concurrence entre les capitalistes américains et chinois, les capitalistes européens sont pris en tenaille et perdent du terrain dans plusieurs secteurs !

Les grands patrons et les gouvernements transforment cette compétition en un discours catastrophiste pour justifier leurs exigences d'aides publiques, des baisses d'impôts et des commandes d'États pour maintenir voire augmenter leurs profits. Mais la réalité, c'est que leurs profits explosent grâce à la surexploitation des travailleurs et à la faiblesse de leurs investissements.

L'Europe est numéro un mondial des dividendes, dans les secteurs qui vont bien comme dans ceux qui seraient « *menacés par la Chine* ». Entre 2022 et 2024, les actionnaires européens ont reçu



deux fois plus d'argent qu'au précédent record de 2019. La prétendue « *pression chinoise* » ne les empêche pas de faire des profits énormes. Ce discours alarmiste sur la Chine permet aux grands patrons de justifier les fermetures d'usines, de licencier, de bloquer les salaires et d'augmenter encore leurs profits. On nous demande de nous unir derrière eux « *pour défendre l'industrie européenne* », mais c'est un leurre, ce qu'ils défendent ce sont leurs dividendes, jamais nos emplois.

Barbarie au Proche-Orient

Officiellement, une trêve est entrée en vigueur dans la bande de Gaza mais en réalité, les offensives israéliennes n'ont jamais cessé. À Gaza, au Liban et en Cisjordanie, Israël poursuit ses opérations militaires, multiplie les raids, restreint l'aide humanitaire et impose aux civils un siège permanent. C'est plus de 345 Palestiniens tués depuis le début de la « trêve ».

En Cisjordanie, les colons d'extrême droite, souvent protégés par l'armée, accentuent leurs attaques quotidiennes : assassinats de Palestiniens, incendies de maisons, destructions de cultures. Des soldats israéliens ont été filmé en train d'abattre à bout portant deux Palestiniens non armés, en train de se rendre.

Dans la bande Gaza, l'État d'Israël s'appuie sur des milices et des gangs locaux, qu'il arme et finance pour affaiblir le Hamas. Ces gangs sont connus pour avoir pillé l'aide humanitaire, volé des convois de nourriture, et tué des chauffeurs. Ils dépendent entièrement de l'armée israélienne, qui les protège. La région est ainsi soumise à des gangs rivaux se disputant le contrôle des décombres, tandis que les populations civiles tentent de survivre.

Les violences du Hamas contre la population palestinienne et lors de l'attaque du 7 octobre 2023 contre la population israélienne ont été largement dénoncées, mais de l'autre côté, les révélations de tortures contre des Palestiniens dans les prisons israéliennes ou d'exécutions sommaires se multiplient dans le silence international.

Dans la région, la barbarie n'épargne aucun camp et résulte des choix de l'État d'Israël comme de ceux du Hamas. Mais c'est avant tout l'État d'Israël, doté d'une puissance militaire nettement supérieure grâce au soutien des puissances impérialistes, qui fait régner la terreur et la violence dans la région.

Suivez nous sur les réseaux :

Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be